

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

QUARANTE-DEUXIÈME SESSION

*Documents officiels**



CINQUIÈME COMMISSION
24e séance
tenue le
lundi 9 novembre 1987
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 24e SEANCE

Président : M. AMNEUS (Suède)

puis : M. MURRAY (Trinité-et-Tobago)

Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 115 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL
1988-1989 (suite)

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR : PLANIFICATION DES PROGRAMMES (suite)

POINT 41 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DE L'EFFICACITE DU FONCTIONNEMENT
ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES : RAPPORT DU
SECRETAIRE GENERAL (suite)

POINT 43 DE L'ORDRE DU JOUR : CRISE FINANCIERE ACTUELLE DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES (suite)

Débat général (suite)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/42/L.16
concernant le point 31 de l'ordre du jour

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2 750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.5/42/SR.24
19 novembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 10 h 5.

POINT 115 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1988-1989 (suite)

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR : PLANIFICATION DES PROGRAMMES (suite)

POINT 41 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DE L'EFFICACITE DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (suite)

POINT 43 DE L'ORDRE DU JOUR : CRISE FINANCIERE ACTUELLE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

Débat général (suite) (A/42/3, A/42/6 et Corr.1, A/42/7 et Add.2, A/42/16 (Partie I) et Add.1 et (Partie II), A/42/214, A/42/225 et Add.1, A/42/234 et Corr.1, A/42/283, 512, 532 et 640; A/C.5/42/2/Rev.1)

1. M. MELTKE (République démocratique allemande) dit que les événements récents ont bien montré toute l'importance que revêtaient pour l'Organisation des Nations Unies la sécurité financière et l'utilisation efficace des ressources. Des progrès considérables ont été réalisés et l'application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale a permis d'améliorer l'efficacité du système; toutefois, s'efforçant unilatéralement de peser sur le cours du processus de réforme, l'Etat Membre qui verse la contribution la plus élevée a refusé de s'acquitter de ses obligations financières, compliquant ainsi la tâche déjà difficile du Secrétaire général. Pareille attitude ne peut que léser l'Organisation.

2. Etant donné qu'il faut à la fois faire preuve d'austérité financière et accroître l'efficacité, la réduction des dépenses envisagée dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989 constitue un pas dans la bonne direction. La République démocratique allemande approuve pleinement les nouvelles économies proposées dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires; cependant, il reste énormément à faire pour appliquer les mesures préconisées dans le rapport du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau (A/41/49) et la résolution 41/213, dans le respect de la Charte et conformément aux décisions fondamentales de l'ONU, et en tenant compte des intérêts légitimes de tous les Etats et groupes d'Etats.

3. Les économies proposées aux divers chapitres du budget varient énormément; aussi la République démocratique allemande appuie-t-elle la recommandation du Comité du programme et de la coordination (CPC) en faveur d'un recensement de tous les éléments de programme selon leur ordre de priorité. La République démocratique allemande pense elle aussi que le redressement et le développement économique de l'Afrique doivent être prioritaires et elle se réjouit de constater que la situation des femmes au Secrétariat s'est améliorée. Toutefois, cette dernière question ne devrait pas faire perdre de vue des problèmes aussi cruciaux que la préservation de la paix, l'instauration d'un système de sécurité générale internationale et la coopération pacifique dans les domaines politique, économique, écologique, social et humanitaire.

(M. Meltke, Rép. dém. allemande)

4. Il ressort de l'examen des divers chapitres du budget que les frais de voyage des fonctionnaires de l'ONU n'ont diminué que d'environ 15 %. Il faut les réduire encore et s'assurer que toutes les activités entreprises au titre des programmes sont bien utiles. Les dépenses relatives aux services de consultants devraient être encore diminuées, notamment en engageant pour une durée déterminée du personnel hautement qualifié. Les propositions du Secrétaire général à ce sujet constituent une bonne base de discussion.

5. Il est regrettable que la plupart des économies réalisées à ce jour aient été dues au maintien du gel du recrutement. Lever le gel et pourvoir aux postes vacants en recrutant du personnel pour une durée déterminée permettrait de rendre la répartition géographique plus équitable et de faire bénéficier l'Organisation d'un apport de sang neuf.

6. Mme FRIESSNIGG (Autriche) reconnaît qu'il est difficile de faire des propositions budgétaires en raison de la crise financière que connaît l'Organisation, de l'incertitude où elle se trouve quant au paiement des contributions et de la mise en train de la réforme administrative demandée par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/213. Il faut espérer qu'une fois ces problèmes résolus il deviendra possible d'appliquer les recommandations du Comité consultatif sur l'amélioration à apporter à la présentation du projet de budget. S'il est vrai qu'il faut se réjouir que des priorités aient été fixées dans un nouveau chapitre du budget, le nombre de produits jugés dépassés, d'une utilité marginale ou inefficaces reste insuffisant et il faudra, en temps utile, procéder à une évaluation plus objective.

7. Il est regrettable que ni le CPC ni la Cinquième Commission n'aient pu examiner en détail le rapport sur l'exécution du budget. Les informations précises sur l'exécution des programmes que contient le rapport d'exécution pour 1984-1985 auraient également pu faciliter l'examen des propositions budgétaires pour 1988-1989 et l'Autriche entend bien s'appuyer sur ce rapport lorsqu'elle étudiera la structure et les fonctions du mécanisme intergouvernemental de l'ONU dans les domaines économique et social.

8. Il faut se féliciter que le Comité consultatif ait déclaré vouloir accorder davantage d'attention à l'aspect extra-budgétaire des dépenses de l'Organisation. Le Secrétaire général et le Président du Comité consultatif ont eu raison de souligner qu'il fallait qu'il y ait un rapport cohérent entre le processus budgétaire et le processus de réforme. L'Autriche apprécie à leur juste valeur les efforts déployés par le Secrétaire général pour appliquer les réformes prévues par la résolution 41/213 et se réjouit de ce que nombre de délégations s'attachent à assurer le succès de ces réformes pour renforcer l'Organisation.

9. Cependant, le processus de réforme ne devrait pas privilégier le court terme par rapport au long terme. L'assistance temporaire, par exemple, n'est pas nécessairement moins coûteuse qu'un nombre minimum de postes permanents. Il ne faut pas que le gel du recrutement entrave la bonne gestion des programmes ni leur exécution, en particulier dans le cas des commissions régionales où les postes vacants sont extrêmement nombreux. A cet égard, il convient de noter que si les Etats Membres qui ne se sont pas encore acquittés de leurs obligations financières

(Mme Friessnigg, Autriche)

au titre de la Charte payaient leur contribution, l'Organisation se trouverait à même de procéder concrètement et rationnellement aux réformes demandées.

10. Il est fâcheux que le CPC n'ait pu faire de recommandations sur la création d'un fonds de réserve. Il faudrait qu'un ensemble de règles simples soit déjà en place lorsque le fonds commencera à fonctionner, et l'Autriche se réjouit de ce que le Comité consultatif ait l'intention d'étudier le problème des dépenses additionnelles. Un désaccord sur ces questions ne pourrait que causer du tort à l'Organisation et il serait peut-être utile que le Comité consultatif s'appuie sur l'expérience de certaines institutions spécialisées pour trouver des solutions de remplacement. Sans préjuger de l'avenir, l'Autriche est prête, à titre expérimental, à envisager la création d'un fonds de réserve pour l'exercice budgétaire 1988-1989 et à étudier les questions relatives à la portée du fonds, à la période qu'il couvre et aux directives qui le régissent, convaincue qu'elle est de l'importance du consensus dans ce domaine.

11. Après que l'actuel plan à moyen terme aura été reconduit pour une nouvelle période de deux ans, les consultations entre Etats Membres devraient permettre de mettre au point des instructions utiles sur la marche à suivre. Persuadée que le consensus est absolument indispensable pour que tous les Etats Membres s'acquittent de leurs responsabilités vis-à-vis de l'Organisation, l'Autriche, qui se réserve le droit de faire ultérieurement des observations sur certains chapitres du budget, convient pleinement avec le Secrétaire général que toute décision portant sur la teneur, la portée et le montant du budget doit être prise avec l'accord du plus grand nombre possible de délégations.

12. M. ORTEGA-NAIDA (Mexique) appuie pleinement les efforts déployés par le Secrétaire général pour accroître au maximum l'efficacité de l'Organisation en dépit des difficultés créées par une incertitude financière qui n'est toujours pas dissipée. S'il est vrai que le processus qui a conduit à la création du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau puis à l'adoption de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale a toujours été de nature nettement politique, le refus de payer les contributions, acte éminemment politique lui aussi, empêche le Secrétaire général de procéder aux réformes. Faute d'argent pour verser les traitements et salaires, l'adoption d'une nouvelle procédure budgétaire n'a aucun sens. L'Etat dont la part de responsabilité est la plus grande dans la crise financière devrait s'acquitter de ses obligations au titre de la Charte et s'associer à l'immense majorité des Etats Membres qui souhaitent que la réforme se déroule de façon ordonnée, claire, cohérente et opportune. L'expérience a montré que la précipitation amenait rarement les résultats espérés, et certaines des ambiguïtés de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale auraient pu être levées si les négociations avaient pu durer plus longtemps. En ce qui concerne la création d'un fonds de réserve, il est clair, d'après la résolution 41/213, que le plan général du budget-programme présenté les années où il n'est pas soumis de budget devrait contenir une indication relative au montant du fonds. Aucun mandat ne prévoit la création d'un fonds expérimental et il ne semble pas justifié de créer pareil fonds pendant une période budgétaire de transition. Il vaut mieux résoudre les problèmes relatifs au fonds avant qu'il ne soit créé en s'appuyant sur les propositions du Comité consultatif plutôt que de laisser le processus de réforme de l'Organisation dégénérer en tâtonnements érigés en système.

(M. Ortega Naida, Mexique)

13. Le Mexique partage les vues exprimées par la Finlande au nom des pays nordiques et pense que le processus budgétaire approuvé dans la résolution 41/213 a surtout pour objet d'examiner les priorités du budget-programme et non de procéder à des réductions, et que les organismes intergouvernementaux devraient être davantage associés à ce nouveau processus. Le Mexique se félicite également des progrès réalisés par la Commission spéciale du Conseil économique et social chargée d'entreprendre l'étude approfondie de la structure et des fonctions du mécanisme intergouvernemental de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social, et convient avec le CPC que la structure définitive des services du Secrétariat chargés de ces questions ne devrait être arrêtée qu'une fois terminée l'étude de la Commission spéciale.

14. Etant donné la nature transitoire du budget-programme proposé, le Mexique se réserve le droit de faire des commentaires plus approfondis ultérieurement. En attendant, il souhaite faire savoir qu'il partage les vues du Comité consultatif et estime qu'il est impossible au stade actuel de fixer un chiffre global pour les montants estimatifs révisés en ce qui concerne le projet de budget-programme pour l'exercice 1988-1989; le Mexique convient aussi, avec certaines délégations, que le budget proposé ne saurait être un modèle pour les budgets à venir et craint que l'application de certaines recommandations du Groupe d'experts intergouvernementaux n'ait des effets néfastes sur les programmes, en particulier pour ce qui est des activités des commissions régionales, bien que l'Assemblée générale ait demandé dans sa résolution 41/213 que les pourcentages cités dans la recommandation 15 soient considérés avec souplesse.

15. D'une manière générale, le Mexique approuve les conclusions et recommandations adoptées par le CPC à sa vingt-septième session et retient que pour le Comité, la vue prospective sur les activités de l'Organisation des Nations Unies dans les années 90 (document A/42/512) devrait être étudiée par les grandes commissions de l'Assemblée générale. S'il est important que le plus grand nombre possible d'Etats Membres s'accordent sur les grandes lignes du budget-programme, l'actuelle répartition géographique au sein du CPC doit être modifiée si l'on veut parvenir à un accord. Etant donné que les Etats Membres doivent participer, dès les premiers stades, à tout le processus d'établissement du budget, il faudrait que la composition du Comité soit élargie avant sa vingt-huitième session et que son calendrier soit réexaminé.

16. M. Murray (Trinité-et-Tobago) prend la présidence.

17. M. ABRASZEWSKI (Pologne) dit que la diminution du montant global des ressources demandées pour le prochain exercice biennal pourrait bien marquer un tournant décisif. Pendant des années, la Pologne a préconisé un taux de croissance budgétaire stabilisé et moins élevé, ce qui n'aurait pas nécessairement nui à l'exécution des programmes. D'un point de vue général, les réductions supplémentaires d'un montant total de 45,4 millions de dollars que propose le Comité consultatif sont raisonnables et nécessaires. Ces compressions, qui toucheraient les soldes non engagés des crédits ouverts, les services de consultants, les voyages et les publications, sont conformes à un certain nombre de résolutions de l'Assemblée générale. Si le Secrétariat était plus efficace, les compressions n'affecteraient pas les programmes.

(M. Abraszewski, Pologne)

18. La Pologne a joué un rôle actif lors des négociations élargies qui ont permis d'adopter la résolution 41/213. Les réformes que préconise cette dernière doivent être réalisées dans les délais prescrits. Elles devraient avoir pour effet de rationaliser les mécanismes de l'ONU sans affecter les programmes de fond. Lors de la restructuration du Secrétariat, il importe de ne pas toucher à l'équilibre des intérêts des Etats Membres ou d'établir une discrimination contre tel ou tel pays ou groupe de pays. C'est à la lumière des instructions que le Secrétaire général a données aux directeurs de programmes dans son premier rapport intérimaire sur le renouveau et la réforme de l'Organisation des Nations Unies (A/42/234) que doivent être envisagées les propositions soumises à l'Assemblée générale. Puisque le CPC n'a pu, à sa session de 1987, s'accorder sur le montant global du budget, il conviendrait qu'il joue un rôle plus important en 1988.

19. Lors de sa session actuelle, l'Assemblée générale devrait concentrer ses efforts sur des questions comme le fonds de réserve, les dépenses additionnelles et les ajustements dus à l'inflation et aux fluctuations monétaires. Les avis du Comité consultatif constituent une base solide pour prendre une décision sur le fonds de réserve. Celui-ci devrait, notamment, faciliter le transfert de ressources provenant de domaines de moindre priorité. En tant que coauteur de la résolution 3534 (XXX) de l'Assemblée générale, la Pologne estime qu'il faudrait s'attacher plus énergiquement à repérer les activités dépassées, d'une utilité marginale ou inefficaces.

20. Certes, comme le pense le Comité consultatif, un fonds de réserve ne serait qu'une étape du règlement global de la question des rallonges. A la quarante-troisième session de l'Assemblée générale, le Secrétaire général devrait faire des propositions en vue d'incorporer ces dépenses additionnelles - y compris celles qui sont dues à l'inflation et aux fluctuations monétaires - dans le montant global des ressources affectées à l'exercice biennal. La Pologne a noté avec intérêt que le Comité consultatif avait l'intention d'étudier en profondeur cette question.

21. L'actuelle crise financière, la plus grave que l'Organisation ait jamais connue, est d'origine politique. La Pologne s'oppose vigoureusement à toute tentative d'utiliser les finances de l'Organisation pour exercer une pression sur les Etats Membres ou le Secrétariat à des fins politiques. Pour exemple des méfaits de pareilles méthodes, on peut citer les effets nuisibles du gel du recrutement sur la représentation de la Pologne et des autres pays d'Europe de l'Est au Secrétariat. Le gel doit s'appliquer avec plus de souplesse aux ressortissants des pays sous-représentés ou aux pays dont les ressortissants bénéficient essentiellement de contrats de durée déterminée. Il faut chercher à résoudre la crise financière de telle sorte qu'elle ne puisse plus se répéter.

22. Si le plan à moyen terme est utile, la Pologne a toujours maintenu qu'il devait être plus simple et plus transparent. Avec l'extension dans le temps de la nouvelle procédure budgétaire, l'établissement du plan deviendrait un jeu de devinette dans un monde en évolution rapide. Cela alourdirait considérablement, en particulier, la tâche du Département de l'administration et de la gestion, et il faut en tenir compte lorsque l'on décide de réduire le personnel. La simplification

(M. Abraszewski, Pologne)

est également nécessaire du fait que tous les Etats Membres ne disposent pas des ressources humaines nécessaires pour analyser le plan à moyen terme dans sa forme actuelle. En fait, au cours des négociations officielles qui ont précédé l'adoption de la résolution 41/213, un certain nombre d'Etats ont signalé qu'à leurs yeux le plan à moyen terme n'avait qu'une valeur limitée. La Pologne n'est pas opposée à la proposition du Secrétaire général tendant à prolonger l'actuel plan à moyen terme jusqu'à 1991 ou de faire en sorte que le plan suivant porte sur une période quadriennale.

La séance est suspendue à 11 h 10; elle est reprise à 11 h 30.

23. M. Amneus (Suède) reprend la présidence.

24. M. DJOUDI (Algérie) dit que la délégation algérienne partage les préoccupations du Secrétaire général devant la crise financière et les contraintes qu'elle fait peser sur la réforme et sur le financement des activités prévues dans le prochain budget-programme. L'incertitude financière, si elle se poursuit, fera obstacle aux efforts déployés pour améliorer l'efficacité de l'Organisation; il faudra trouver à la session en cours une solution durable à ce problème. L'une des premières mesures, à cet égard, consiste pour tous les Etats Membres à s'acquitter de leurs obligations financières vis-à-vis de l'Organisation. A ce propos, il y a lieu de féliciter l'Union soviétique et le Japon, la première d'avoir récemment décidé de s'acquitter intégralement de ses obligations financières, le deuxième d'avoir annoncé une contribution volontaire de 20 millions de dollars. Il y a là des exemples à suivre par tous les Etats. La vulnérabilité de l'Organisation résulte de l'importance prédominante de la contribution d'un Etat Membre. Il faudrait mettre l'Organisation à l'abri des pressions financières et en sauvegarder le fonctionnement démocratique. La méthode de répartition des dépenses pourrait être réexaminée en tenant compte du principe de la capacité réelle de paiement, et de certaines attributions et privilèges dont disposent certains pays dans l'Organisation. Une croissance négative du budget est proposée à un moment où l'Organisation est sollicitée davantage de contribuer au règlement des conflits et à la solution de la crise de l'économie mondiale. Dans la mesure où le projet de budget a été établi dans une situation de crise, donc de transition, il ne peut être considéré comme constituant un précédent pour le plan général pour 1990-1991.

25. La délégation algérienne pense comme le Comité consultatif qu'en l'absence d'un examen exhaustif des aspects techniques du fonctionnement du fonds de réserve, il est prématuré de prévoir un tel fonds dans le projet de budget-programme pour 1988-1989. Il est regrettable que le CPC n'ait pas été en mesure de régler ces questions techniques. Il serait bon que l'Assemblée générale puisse examiner la question de manière approfondie à partir des recommandations du Comité consultatif, car cela faciliterait l'accord entre les Etats Membres lorsque sera présenté le plan général du budget-programme pour 1990-1991. Dans l'intervalle, comme l'a recommandé le Comité consultatif, il convient de se conformer à la pratique suivie jusqu'ici pour tenir compte de l'inflation et des fluctuations monétaires.

(M. Djoudi, Algérie)

26. La délégation algérienne appuie en outre la recommandation du Comité consultatif relative au volume général des ressources, essentiellement parce qu'il serait difficile, pour des raisons d'ordre à la fois politique et technique, de fixer un plafond au budget. En outre, le Secrétaire général lui-même a indiqué qu'il aurait à présenter des montants estimatifs révisés pour tenir compte de l'état de l'avancement de la réforme.

27. La date proposée par le Secrétaire général pour la soumission du plan général l'année où il n'est pas présenté de budget, à savoir le 15 avril, n'est peut-être pas la meilleure car elle est décalée par rapport au cycle des réunions des organes délibérants qui sont appelés à se prononcer sur les crédits demandés pour leurs propres activités. Un simple aménagement du calendrier des réunions permettrait de régler le problème.

28. Il serait utile d'avoir l'opinion du Secrétaire général sur l'effet que les réductions supplémentaires d'environ 45,5 millions de dollars recommandées par le Comité consultatif auraient sur la capacité du Secrétariat à exécuter les projets et programmes. Pour arriver à un consensus, l'Algérie acceptera la recommandation du Comité consultatif, à condition que la réduction des effectifs soit opérée avec souplesse et que la priorité soit donnée à la situation économique de l'Afrique.

29. La délégation algérienne s'interroge sur le réexamen des montants demandés pour les projets de construction à la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). L'Assemblée générale a approuvé ces projets il y a trois ans, et il ne semble pas particulièrement opportun, alors que la réforme et le renouveau sont à l'ordre du jour, que l'Assemblée revienne sur sa décision relative à deux projets qui symbolisent l'universalité et la décentralisation de l'Organisation. Les projets de construction à la CEA et à la CESAP n'ont que trop tardé. Cela entraînera des coûts supplémentaires pour l'Organisation; pour des raisons de crédibilité et d'économie, les projets doivent donc être réalisés le plus rapidement possible.

30. Tout en notant avec satisfaction la priorité accordée par le Secrétaire général au redressement et au développement économique de l'Afrique, la délégation algérienne s'interroge sur la façon dont il a été tenu compte de cette priorité dans le projet de budget-programme. Le CPC, encouragé par l'Algérie et plusieurs autres délégations, a demandé au Secrétaire général de faire un rapport sur les mesures qu'il comptait prendre pour que l'ordre de priorité attribué au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique soit dûment pris en considération au cours de l'exercice biennal 1988-1989. La délégation algérienne étudiera les propositions concrètes figurant dans ce rapport en relation avec les réductions budgétaires recommandées par le Comité consultatif, afin de se faire une idée exacte de la priorité accordée à ce programme.

31. Bien que le CPC n'ait pas été en mesure d'examiner les détails techniques du fonds de réserve, l'Algérie est généralement satisfaite de ses recommandations relatives au projet de budget-programme, notamment de celles qui ont trait au maintien des programmes et activités.

(M. Djoudi, Algérie)

32. La prolongation de deux ans de la période couverte par le plan à moyen terme pourrait être envisagée à titre exceptionnel si la qualité du prochain plan (1992-1995) devait y gagner. Il faudra que le texte intitulé "Vue prospective sur les activités de l'ONU dans les années 90", joint à la note du Secrétaire général sur la préparation du prochain plan à moyen terme (A/42/512), soit examiné attentivement par les grandes commissions de l'Assemblée, pour améliorer le contenu et la portée du plan. L'Organisation doit s'adapter à des situations et des préoccupations nouvelles sans abandonner les priorités qui sont toujours d'actualité, telles la décolonisation, le désarmement et le développement. L'ensemble des mesures destinées à améliorer le fonctionnement administratif et financier de l'Organisation doit être examiné par le CPC. Une meilleure répartition géographique de ses membres aiderait à affirmer le renforcement du rôle de ce comité.

33. La délégation algérienne apprécie l'intention de la Secrétaire générale adjointe à l'information de soumettre au CPC le projet de restructuration du Département de l'information. Il serait bon que soient également présentées aux organes intergouvernementaux intéressés les réformes concernant d'autres départements du Secrétariat. Comme l'ont suggéré les ministres des affaires étrangères du Groupe des 77 lors de leur récente réunion, il faut appliquer la résolution 41/213 de manière équilibrée, au niveau des organes intergouvernementaux comme du Secrétariat. Les attributions de la Commission spéciale du Conseil économique et social qui examine la structure et le fonctionnement du mécanisme intergouvernemental dans les domaines économique et social doivent être respectées.

34. Il faut rappeler aussi que la correction des imperfections administratives et financières de l'Organisation est un processus continu qui a commencé dès les années 60. D'autres réformes interviendront à l'avenir, d'où l'impérieuse nécessité d'avoir une définition commune du sens et de la portée de la réforme en cours. Si elle suppose la recherche de l'efficacité, la réforme ne se confond pas forcément avec la réalisation d'économies, surtout pour un budget qui, comme le rappelait la délégation suédoise il y a deux ans, ne représente même pas la moitié du budget des pompiers de la ville de New York.

35. M. AFRIDI (Pakistan) dit que les incertitudes qui pèsent sur la situation financière de l'Organisation font obstacle à l'application de la résolution 41/213 et à la réforme; de plus, elles rendent difficile une bonne planification des programmes. La planification du budget et des programmes présuppose des certitudes financières. Les Etats Membres doivent se demander s'ils veulent que l'Organisation survive en tant qu'organe multilatéral viable, jouant un rôle essentiel pour la sécurité internationale, la paix et le développement, ou s'ils entendent lui retirer leur confiance et leur appui et risquer de voir un monde où l'Organisation des Nations Unies n'existerait plus. La délégation pakistanaise espère que la raison l'emportera et constate avec satisfaction que le Gouvernement japonais a annoncé une contribution volontaire pour aider l'Organisation à se tirer de la crise.

(M. Afridi, Pakistan)

36. M. Afridi est reconnaissant au Secrétaire général des efforts qu'il ne cesse de déployer pour que l'Organisation puisse continuer à fonctionner dans une conjoncture particulièrement difficile. Le Secrétaire général et le personnel ont fait preuve de beaucoup d'énergie et de détermination dans l'application de la résolution 41/213. Il est possible d'écarter la menace qui pèse sur l'existence de l'Organisation si les Etats Membres respectent l'obligation qu'ils ont de verser les contributions mises en recouvrement; M. Afridi appelle tous les Etats Membres à mettre fin à l'atmosphère de crise qui entoure l'Organisation en réglant leur arriérés.

37. Le montant des crédits initialement demandés par le Secrétaire général pour l'exercice biennal 1988-1989 est inférieur aux crédits révisés ouverts pour l'exercice en cours, même avant que les dépenses "durables" et la provision pour inflation qui y figurent soient prises en compte. Le délégation pakistanaise pense avec le Comité consultatif qu'un budget de ce type est indispensable en cette période de transition vers les années 90. M. Afridi souligne toutefois que la croissance négative du projet de budget-programme doit être considérée comme une exception, correspondant à une situation spéciale, et ne devrait pas servir de critère pour l'établissement des prochains projets de budget. Une fois les réformes effectuées, une croissance positive du budget serait la preuve de la vitalité de l'Organisation et du rôle accru qu'elle joue dans les affaires internationales.

38. La création d'un fonds de réserve, demandée dans la résolution 41/213, est une réforme importante du processus budgétaire. Les suggestions préliminaires du Comité consultatif sur la manière dont le fonds devrait fonctionner constituent, pour le Secrétariat, une bonne base pour étudier plus avant les modalités de création du fonds au cours de l'exercice biennal 1990-1991. Pour ce qui est des dépenses dépassant les crédits ouverts, la délégation pakistanaise pense comme le Comité consultatif que la procédure d'autorisation actuelle doit être maintenue, en attendant que le Comité consultatif et le CPC aient examiné la question plus avant.

39. Il est souligné dans la résolution 41/213 que les mesures de réforme ne doivent pas porter préjudice aux programmes. La délégation pakistanaise craint que ce ne soit pas le cas. Il faut maintenir les programmes à leur niveau actuel, à moins que l'Assemblée générale n'en décide autrement. Entre-temps, la délégation pakistanaise aimerait connaître les programmes touchés par les mesures d'économie et la manière dont les réformes, à mesure qu'elles sont appliquées, entraînent des réductions du budget.

40. M. Afridi s'inquiète du gel continu du recrutement et espère que cette mesure ne sera pas utilisée pour respecter l'obligation de réduire le nombre des postes au Secrétariat. On risquerait là non seulement de porter préjudice aux programmes mais de fausser la répartition géographique des postes au Secrétariat. Il faut, par des mesures telles que le plan de gestion des postes vacants et le redéploiement des effectifs, s'efforcer de minimiser les effets du gel du recrutement.

(M. Afridi, Pakistan)

41. Le Secrétaire général a commencé à apporter des modifications dans des départements importants du Secrétariat sans attendre les résultats de l'étude approfondie de la structure et des fonctions du mécanisme intergouvernemental de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social. Cependant, de l'avis de la délégation pakistanaise, il ne faudrait arrêter définitivement le profil du Secrétariat dans les domaines économique et social qu'après que la Commission spéciale du Conseil économique et social aura achevé son étude.

42. M. HARAN (Israël) note que, comme l'a fait remarquer le Secrétaire général, l'Organisation a besoin d'une base financière solide. C'est ce qu'on entend souvent dire à la Cinquième Commission, mais il ne faut pas oublier que, le jour où le Secrétaire général a présenté son projet de budget, seuls 69 Etats Membres de l'Organisation avaient honoré intégralement leurs obligations financières à l'égard de l'Organisation pour l'année en cours. L'ensemble du budget de l'Organisation n'atteint pas la moitié de celui des pompiers de la ville de New York, bien que l'ONU soit censée de par son mandat éteindre des brasiers dans le monde entier. Si, mis à part les pays qui connaissent des difficultés économiques exceptionnelles, un aussi grand nombre d'Etats Membres n'ont pas honoré leurs engagements, c'est qu'ils ont, pour la plupart, retiré leur confiance dans l'Organisation. Les délégations ont beau faire d'impressionnants discours à l'Assemblée générale, il n'en demeure pas moins que l'Organisation ne figure manifestement pas au nombre de leurs priorités. Il faudra en tenir compte au moment où l'on planifie les futurs programmes d'activité de l'Organisation.

43. La délégation israélienne peut comprendre ce vote de défiance. On ne trouve pas dans les perspectives de travail de l'Organisation, exposées par le Secrétaire général, le Secrétariat plus dépouillé et plus efficace demandé dans la résolution 41/213, ce qui laisse penser que l'autocritique nécessaire n'a pas été faite. Il a été suggéré de prolonger de deux ans le plan à moyen terme en cours, de manière que le nouveau commence non pas en 1990 mais en 1992. Mais essayer, dans les circonstances présentes, de deviner ce que sera l'Organisation dans cinq ans ne paraît pas faisable. Il serait préférable que la Commission laisse la question de côté et y revienne en 1988, lorsque les réformes auront quelque peu avancé.

44. Quant à la question de savoir quelles sont les modifications à apporter, il est clair pour la délégation israélienne que les principes fondamentaux sur lesquels repose l'Organisation, c'est-à-dire son universalité et l'égalité souveraine de tous les Etats Membres, doivent être reconnus dans toutes les activités, et qu'il faut à l'ONU un équilibre découlant d'une bonne compréhension des positions de tous les pays en cause. Il ne faut pas limiter à la Deuxième ou à la Cinquième Commission le débat sur le plan des activités futures de l'ONU. L'Organisation des Nations Unies est avant tout un moyen de sauvegarder la paix et la sécurité internationales, dont ni l'une ni l'autre de ces commissions n'ont à connaître. Il faudrait moins de discours, moins de conférences et moins de documents, pour que l'Organisation puisse se consacrer essentiellement aux tâches dont elle s'acquitte plutôt bien, notamment les activités opérationnelles pour le développement. Bref, avant de se prononcer sur l'appui à donner à tel ou tel programme de l'Organisation, les délégations devraient considérer non seulement les

(M. Haran, Israël)

résolutions adoptées par l'Assemblée générale mais l'attitude de chaque Etat Membre vis-à-vis de son financement. Les annexes au rapport du Comité des contributions (A/42/11/Add.1), où apparaissent les sommes versées par les Etats Membres (contributions mises en recouvrement et contributions volontaires) donnent une indication frappante de ce qui peut être fait lorsque les pays sont disposés non seulement à parler de l'ONU mais à lui verser des contributions.

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/42/L.16 concernant le point 31 de l'ordre du jour (A/C.5/42/27)

45. M. MSELLE (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) indique qu'au cours de son examen des incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/42/L.16, le Comité consultatif a été informé que le montant autorisé par l'Assemblée générale au titre de la résolution 41/33, consacrée au même sujet, avait été insuffisant, et qu'il avait fallu allouer des fonds supplémentaires pour pouvoir réaliser les activités demandées. Il sera rendu compte de ces dépenses additionnelles dans le rapport sur l'exécution du budget que la Cinquième Commission sera appelée à examiner avant la fin de la session en cours. Pour 1988, le Secrétaire général a demandé un montant de 104 000 dollars, soit approximativement le montant dépensé en 1987. Le Comité consultatif recommande d'approuver cette demande.

46. Le PRESIDENT suggère que compte tenu de la recommandation du Comité consultatif, la Commission informe l'Assemblée générale que, si elle approuve le projet de résolution A/42/L.16, il conviendra d'ouvrir au chapitre premier du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989 un crédit supplémentaire de 104 000 dollars.

47. Il en est ainsi décidé.

48. M. SADAT (Afghanistan) rappelle que pour la délégation afghane, la résolution consacrée chaque année à la situation en Afghanistan a toujours manqué d'efficacité, du fait qu'elle ne tient pas compte objectivement des positions de toutes les parties en cause, et que ces résolutions successives ne contribuent donc en rien à mettre fin à cette situation. A la session en cours, la position de la délégation afghane a été plus positive, comme en témoigne, par exemple, la déclaration faite par le Ministre afghan des affaires étrangères en séance plénière. La délégation afghane a pris une part constructive aux pourparlers de Genève organisés par le Secrétaire général et continuera de le faire pour rechercher un règlement politique. Pour maintenir le consensus de l'Assemblée en séance plénière, la délégation afghane est disposée, si nécessaire, à y voter pour le projet de résolution. Le but de ce projet de résolution étant de trouver un règlement, la délégation afghane s'est également abstenue d'y faire obstacle à la Cinquième Commission.

49. M. HARAN (Israël) réaffirme que, pour la délégation israélienne, ce n'est qu'après que l'ensemble de la nouvelle procédure budgétaire sera entré en vigueur qu'il y aura lieu d'inclure les postes de dépenses durables dans le projet de budget. A l'heure actuelle, le projet de budget présenté par le Secrétaire général ne comprend que la moitié environ des activités que l'on peut qualifier de "durables", tandis que d'autres, comme celles que vise le projet de résolution dont la Commission vient d'examiner les incidences sur le budget-programme, sont encore présentées une à une. La délégation israélienne n'a pas d'objection à ces dépenses, qui sont justifiées et qu'il faut donc encourager. Toutefois, à l'avenir, il conviendra d'inclure dans le projet de budget-programme, au titre des postes de dépenses de caractère durable, le coût des efforts déployés par le Secrétaire général pour régler la situation en Afghanistan.

La séance est levée à 12 h 35.